

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

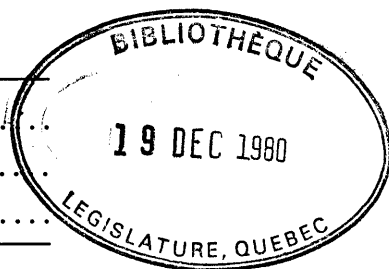
TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

SIXIÈME SESSION

Projet de loi n° 20

Loi sur le cinéma

Première lecture
Deuxième lecture
Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. DENIS VAUGEOIS

Ministre des Affaires culturelles

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 0

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise à unifier la législation en matière cinématographique.

Il prévoit principalement que le ministre des Affaires culturelles aura la responsabilité d'élaborer et de proposer au gouvernement une politique cinématographique pour le Québec.

Il prévoit également que le ministre pourra reconnaître une cinémathèque et lui attribuer certaines responsabilités en matière de conservation du patrimoine cinématographique.

Il conserve à l'Institut québécois du cinéma le mandat de répartir les fonds que le gouvernement destine au secteur privé du cinéma et lui confie désormais la responsabilité d'élaborer et de proposer des normes techniques concernant l'industrie cinématographique.

Il remplace le Bureau de surveillance du cinéma par une Régie du cinéma dont les fonctions sont notamment de classer les films, de statuer sur la réclame entourant l'exploitation d'un film et de délivrer, renouveler, suspendre ou révoquer les permis d'exploitation et les permis de distribution.

Il prévoit de plus que la Régie du cinéma devra tenir des audiences publiques sur certains aspects de sa réglementation.

Il prévoit enfin la création d'une Commission d'appel instituée pour entendre les appels des décisions de la Régie du cinéma.

Projet de loi n° 20

Loi sur le cinéma

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

INTERPRÉTATION

1. Dans la présente loi, un film est une oeuvre produite grâce à un moyen technique ayant comme résultat un effet cinématographique, quel qu'en soit le support.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE CINÉMATOGRAPHIQUE

2. Le ministre des Affaires culturelles élabore et propose au gouvernement une politique cinématographique; il la met en oeuvre, en surveille l'application et en coordonne l'exécution.

Il favorise également le développement de l'industrie québécoise du cinéma.

3. La politique cinématographique, tout en respectant la liberté de création et d'expression, ainsi que la liberté de choix du public, doit donner la priorité aux objectifs suivants:

1° l'implantation et le développement de l'infrastructure artistique, industrielle et commerciale d'un cinéma qui reflète la spécificité culturelle du Québec;

2° le développement du cinéma québécois et la diffusion de la culture cinématographique dans toutes les régions du Québec;

3° la création et le développement d'entreprises québécoises indépendantes et financièrement autonomes dans le domaine du cinéma;

4° la conservation et la mise en valeur du patrimoine cinématographique, notamment par le développement de cinémathèques à l'intérieur des bibliothèques publiques;

5° le développement du cinéma pour enfants et du court métrage;

6° le respect des droits d'auteur sur les films et l'établissement de mécanismes de surveillance de la production et de la circulation de ces oeuvres.

4. Dans le cadre de la politique cinématographique, le ministre des Communications coordonne la production, l'acquisition, le prêt, la location et la vente de films et d'autres oeuvres audiovisuelles commandés ou réalisés par les ministères du gouvernement et par les organismes publics désignés par règlement du gouvernement.

Un organisme public est une corporation scolaire, un organisme dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, un organisme dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés ou rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (1978, c. 15) ou un organisme dont les ressources proviennent, pour plus de la moitié, du fonds consolidé du revenu.

5. Le ministre veille à la conservation et à la classification, pour fins d'archives, des films et des autres oeuvres audio-visuelles commandés ou réalisés par les ministères et les organismes publics visés dans l'article 4 et désignés par règlement du gouvernement; il veille aussi à en assurer l'accessibilité au public.

6. Le gouvernement peut, par règlement, imposer aux titulaires de permis d'exploitation, l'obligation d'inclure, dans leur programmation, dans la proportion et pour la période qu'il indique, des films qu'il estime avoir été produits au Québec et qu'il juge privés de débouchés appropriés.

La proportion et la période visées dans le premier alinéa peuvent varier suivant les régions ou localités, les auditoriums, les catégories de films et de permis d'exploitation.

Le cas échéant, le gouvernement peut également prévoir par règlement des modalités de compensation des pertes de revenus que peut entraîner l'accomplissement de cette obligation pour les titulaires de permis d'exploitation.

7. Le ministre peut intervenir à l'encontre de pratiques ayant cours dans le domaine du cinéma au Québec, si ces pratiques sont de nature à contrecarrer les besoins culturels de la population, soit qu'elles restreignent la disponibilité ou le libre choix de films, qu'elles retardent indûment leur présentation ou qu'elles soient autrement contraires aux objectifs prévus par l'article 3.

Dans l'exercice de ce pouvoir, le ministre peut interdire toute pratique visée dans le premier alinéa et obtenir de la Cour supérieure les injonctions appropriées.

8. Le gouvernement peut, par règlement, exiger de tout titulaire de permis d'exploitation ou de distribution, qu'il transmette au ministre les renseignements que ce dernier requiert relativement aux montants qu'il verse ou qu'il reçoit, selon le cas, à titre de droits de distribution, de prix de location de films et de droits d'entrée.

Il peut en outre, par règlement, exiger de tout titulaire de permis d'exploitation ou de distribution, qu'il transmette au ministre les autres renseignements qu'il juge nécessaires à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique cinématographique.

Le fonctionnaire à qui les renseignements visés dans le deuxième alinéa sont transmis est soumis, dans la mesure applicable, à l'obligation au secret prévue par les articles 16, 19 et 20 de la Loi sur le Bureau de la statistique (L.R.Q., c. B-8).

CHAPITRE III

LA CINÉMATHEQUE

9. Le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, reconnaître une cinémathèque et lui confier l'exercice de fonctions que la présente loi lui attribue en matière de conservation du patrimoine cinématographique et de diffusion du répertoire cinématographique.

10. La cinémathèque reconnue peut, à condition d'en assumer les frais, exiger du propriétaire d'un film produit au Québec et présenté en public qu'il en dépose un exemplaire à la cinémathèque.

Le délai accordé pour effectuer ce dépôt, les normes de qualité auxquelles doit satisfaire l'exemplaire déposé et les autres modalités du dépôt sont déterminés par règlement du gouvernement.

11. La cinémathèque reconnue exerce les fonctions que le ministre lui confie dans le cadre d'un contrat conclu annuellement avec ce dernier.

CHAPITRE IV

L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DU CINÉMA

SECTION I

CRÉATION ET MANDAT DE L'INSTITUT

12. Est établi un Institut québécois du cinéma.

13. L'Institut est une corporation au sens du Code civil; il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

14. Dans le cadre de la politique cinématographique du Québec, l'Institut a pour mandat de répartir les fonds que le gouvernement destine au secteur privé du cinéma.

15. L'Institut exerce son mandat conformément à un contrat conclu avec le ministre.

Ce contrat établit les orientations que doit suivre l'Institut pour la durée du contrat, ses champs d'activités, ses effectifs maxima, les limites aux engagements financiers que l'Institut peut prendre et les modalités d'exécution de ses fonctions.

16. L'Institut doit, dans l'exécution de son mandat:

1° promouvoir et aider financièrement, en tenant compte de la rentabilité de ses investissements, la création, la production, la distribution, la diffusion et l'exploitation de films québécois au sens de l'article 20;

2° encourager la distribution, la diffusion et l'exploitation de films au Québec;

3° encourager les entreprises et les industries qui contribuent à la production cinématographique au Québec;

4° promouvoir le cinéma québécois et favoriser sa représentation dans les festivals et autres manifestations cinématographiques;

5° encourager la formation, la recherche et l'innovation dans le domaine cinématographique au Québec.

17. L'Institut exécute son mandat par les moyens suivants:

1° placements dans les productions en échange d'une participation aux bénéfices;

2° prêts ou avances, avec intérêt à un taux au moins égal à celui qui a cours sur le marché;

3° prêts ou avances sans intérêt ou à un taux plus bas que celui qui a cours sur le marché, dans les cas déterminés par règlement du gouvernement;

4° garanties aux prêteurs et aux investisseurs, directement ou indirectement, notamment par l'entremise de compagnies de placements;

5° acquisition d'actions ou de biens dans les entreprises agissant dans le domaine du cinéma;

6° primes à la qualité et au succès;

7° subventions y compris des subventions au déficit, dans les cas déterminés par règlement du gouvernement;

8° prix d'excellence;

9° réinvestissement par les bénéficiaires d'aide financière des profits qu'ils tirent des sommes avancées par l'Institut;

10° tout autre moyen autorisé par le gouvernement.

18. L'Institut a aussi pour fonction d'élaborer et de proposer au gouvernement, à la Régie du cinéma et à toute personne des normes techniques concernant l'industrie cinématographique. À cette fin, il peut effectuer les recherches ou études qu'il juge appropriées.

19. L'Institut collabore avec le ministre à l'élaboration et à l'application de la politique cinématographique définie suivant la présente loi.

L'Institut donne son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui soumet et il peut faire à ce dernier des recommandations sur toute question relative à la politique cinématographique.

20. L'Institut reconnaît comme films québécois les oeuvres qu'il indique, dans la mesure qu'il détermine; il les reconnaît suivant des normes qu'il établit par règlement, en consultation avec le ministre.

L'Institut peut ainsi reconnaître un film en co-production, dans la mesure qu'il juge correspondre à la participation québécoise, s'il estime que cette participation procure à des personnes résidant au Québec des avantages au moins équivalents à ceux qu'il procure à des personnes n'y résidant pas et s'il estime que le film respecte la spécificité culturelle du Québec.

SECTION II

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT

21. L'Institut est formé de sept membres nommés par le gouvernement conformément à la présente section.

22. Le ministre reconnaît, aux conditions qu'il détermine, l'association la plus représentative de chacun des secteurs cinématographiques suivants: la production, la réalisation, les artisans, la distribution et l'exploitation.

Il demande par écrit à chacune des associations reconnues de lui soumettre, dans un délai de trente jours, les noms de trois candidats représentatifs de son secteur.

23. Parmi les personnes dont les noms lui sont soumis, le ministre choisit, pour chaque secteur, celle dont il recommande la nomination au gouvernement.

Si une association ne fournit pas dans les délais prévus les noms des personnes qu'elle propose pour son secteur ou s'il n'existe pas d'association représentative reconnue pour un secteur donné, le ministre choisit lui-même la personne qu'il juge représentative du secteur en cause et en recommande la nomination au gouvernement.

24. Dès que le gouvernement a procédé aux cinq nominations prévues, le ministre, après consultation des membres ainsi nommés, propose au gouvernement deux autres membres, dont un représente la clientèle cinématographique.

25. Le ministre peut, à tout moment, vérifier le caractère représentatif des associations qu'il a reconnues suivant l'article 22 et, le cas échéant, reconnaître une autre association plus représentative du même secteur.

26. Les membres de l'Institut doivent être domiciliés au Québec.

27. Les membres de l'Institut sont nommés pour trois ans. Un membre ne peut être nommé pour plus de deux mandats consécutifs complets.

28. À l'expiration de leur mandat, les membres demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés ou nommés à nouveau.

29. Toute vacance parmi les membres de l'Institut est comblée en suivant le mode prescrit pour la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier.

30. L'Institut a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de l'établissement ou de tout déplacement du siège social est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

L'Institut peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

31. Les membres de l'Institut nomment un directeur général.

32. La qualité de directeur général est incompatible avec celle de membre de l'Institut. Le directeur général exerce ses fonctions à plein temps.

33. Le directeur général de l'Institut est responsable de l'administration de ce dernier dans le cadre de la présente loi et des règlements de l'Institut.

Il définit les devoirs du personnel de l'Institut et dirige leur travail.

34. Le ministre reçoit tous les avis de convocation et procès-verbaux des réunions des membres de l'Institut.

35. L'Institut doit, au plus tard le 30 septembre de chaque année, remettre au ministre un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire. Il est déposé devant l'Assemblée nationale dans les quinze jours suivant sa réception, si elle est en session, ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours à compter de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux, selon le cas.

L'Institut doit, en outre, fournir au ministre les renseignements qu'il requiert sur ses activités.

36. Aucun acte, document ou écrit n'engage l'Institut, ni ne peut lui être attribué, s'il n'est signé par le directeur général.

Un acte, document ou écrit signé par un membre de l'Institut ou de son personnel peut aussi engager l'Institut ou lui être attribué dans la mesure prévue par un règlement de l'Institut.

SECTION III

CONFLITS D'INTÉRÊTS

37. Un membre de l'Institut ne peut prendre part aux délibérations sur une question mettant en cause, directement ou indirectement, son intérêt personnel et celui de l'Institut.

L'Institut décide si une question met en cause l'intérêt personnel d'un membre; celui-ci ne peut participer à pareille décision.

38. Un membre de l'Institut doit prévenir celui-ci dès qu'il a des intérêts dans un contrat ou un projet de contrat avec l'Institut.

Un membre est réputé avoir de tels intérêts s'il est administrateur, représentant, employé ou dirigeant d'une entreprise qui a des intérêts dans un contrat avec l'Institut, ou s'il participe dans quelque proportion dans le capital, les biens ou le financement de l'entreprise.

39. Le moment où le membre intéressé doit révéler son intérêt est déterminé par règlement de l'Institut.

Le membre doit révéler son intérêt par une déclaration écrite ou par une déclaration verbale consignée aux procès-verbaux des assemblées de l'Institut.

40. Un membre de l'Institut doit, au moment de son entrée en fonction et, par la suite, selon les modalités établies par règlement de l'Institut, faire une déclaration générale de ses intérêts dans les entreprises qui pourraient être appelées à bénéficier de l'aide financière de l'Institut.

41. Le directeur général de l'Institut ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une activité mettant en conflit son intérêt personnel et celui de l'Institut.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si cet intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou s'en départisse avec toute la diligence possible.

42. Tout contrat conclu avec l'Institut en violation d'une disposition de la présente section est annulable à la demande du ministre ou de l'Institut.

SECTION IV

RÈGLEMENTS DE L'INSTITUT

43. La rémunération, les indemnités et les autres avantages auxquels ont droit les membres de l'Institut et le directeur général sont fixés par règlement de l'Institut.

L'Institut peut faire de même pour le personnel de l'Institut, mais dans ce cas, la rémunération, les indemnités et les autres avantages sont fixés de telle sorte que leur rémunération soit la même que celle qu'ils recevraient, compte tenu de la fonction qu'ils occupent, s'ils étaient nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique.

44. L'Institut peut aussi, par règlement:

1° déterminer la forme des demandes d'aide financière qui lui sont adressées, les renseignements qu'elles doivent contenir et les documents qui doivent les accompagner;

2° établir des règles pour la constitution des jurys chargés de décerner les prix et autres avantages que l'Institut est autorisé à accorder et rendre applicable à ces jurys les articles 37 à 40 et 42;

3° déterminer les barèmes, les critères et les limites que doit respecter l'Institut lorsqu'il accorde son aide financière;

4° établir la fréquence minimum des réunions de l'Institut;

5° établir, en consultation avec le ministre, les normes visées à l'article 20.

45. Un règlement adopté par l'Institut en vertu des paragraphes 3° ou 5° de l'article 44 est publié par l'Institut à la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration d'une période d'au moins trente jours suivant cette publication, il sera soumis au gouvernement en vue de son approbation.

46. Un règlement adopté par l'Institut en vertu des articles 39, 40 ou 43, ou des paragraphes 2°, 3°, 4° ou 5° de l'article 44 doit être soumis à l'approbation du gouvernement qui peut alors le modifier.

Un règlement visé dans les articles 39, 40 ou dans les paragraphes 2°, 3°, 4° ou 5° de l'article 44 entre en vigueur, à la suite de son approbation par le gouvernement, dès sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure que le règlement indique; un règlement adopté en vertu de l'article 43 entre en vigueur dès son approbation par le gouvernement ou à une date ultérieure que le règlement indique.

Un règlement adopté par l'Institut en vertu du paragraphe 1° de l'article 44 entre en vigueur dès sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure que le règlement indique.

SECTION V

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

47. L'exercice financier de l'Institut se termine le 31 mars de chaque année.

48. L'Institut doit transmettre au ministre chaque année, avant la date que ce dernier prescrit, son budget pour l'exercice financier suivant. Ce budget est sans effet tant qu'il n'est pas approuvé par le ministre.

49. Les livres et comptes de l'Institut sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et, en outre, aussi souvent que le détermine le gouvernement.

SECTION VI

ADMINISTRATION PROVISOIRE

50. Le gouvernement, de sa propre initiative ou à la demande d'au moins trois membres de l'Institut, peut nommer une ou plusieurs personnes pour administrer l'Institut pendant une période de soixante jours si:

1° l'Institut outrepassa le mandat qui lui est confié en vertu de la présente loi;

2° l'Institut fait une dépense qui n'est pas prévue au budget ou qui est contraire au contrat intervenu avec le ministre;

3° le gouvernement a des raisons de croire que l'actif de l'Institut a fait l'objet d'un détournement ou s'il constate l'absence inexplicable d'une part de l'actif; ou si

4° le gouvernement a des raisons de croire qu'il y a eu faute grave, notamment malversation ou abus de confiance par un membre de l'Institut ou que l'Institut a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi, par les règlements ou par tout contrat conclu avec le ministre.

51. L'administrateur provisoire se substitue aux membres de l'Institut pour la période de son administration.

52. L'administrateur provisoire doit, sans tarder, présenter au ministre un rapport circonstancié de ses constatations, accompagné de ses recommandations.

Le ministre doit alors donner aux membres de l'Institut mis en cause l'occasion de se faire entendre.

53. Lorsque le ministre a reçu le rapport visé dans l'article 52, le gouvernement peut:

1° ordonner la prolongation de l'administration provisoire ou y mettre fin, suivant les conditions qu'il détermine;

2° prescrire le délai dans lequel il doit être remédié à toute situation visée dans l'article 50;

3° déclarer déchus les membres de l'Institut ou quelques-uns d'entre eux;

4° révoquer en tout ou en partie, de façon temporaire ou permanente, le mandat mentionné aux articles 14 à 17.

CHAPITRE V

LA RÉGIE DU CINÉMA

SECTION I

CONSTITUTION ET FONCTIONS DE LA RÉGIE

54. Un organisme est établi sous le nom de Régie du cinéma.

55. La Régie a pour fonctions:

1° de classer les films selon la catégorie de spectateurs auxquels ils s'adressent;

2° de statuer sur la réclame entourant l'exploitation d'un film;

3° de délivrer, renouveler, suspendre ou révoquer les permis d'exploitation et les permis de distribution;

4° de tenir un registre des films produits au Québec;

5° de surveiller l'application du présent chapitre et des règlements adoptés en vertu de ce dernier.

La Régie donne son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui soumet.

56. La Régie est composée d'au plus sept membres, dont un président et un vice-président, nommés par le gouvernement pour une période d'au plus cinq ans.

57. En cas d'absence ou d'incapacité temporaires d'un membre de la Régie, le gouvernement peut nommer une personne pour assurer l'intérim.

58. Un membre de la Régie ne peut être nommé pour plus de deux mandats consécutifs complets.

À l'expiration de son mandat, un membre demeure toutefois en fonction jusqu'à ce qu'il soit nommé à nouveau ou remplacé.

59. Le gouvernement détermine la rémunération des membres de la Régie, leurs avantages sociaux et leurs autres conditions de travail. La rémunération, une fois fixée, ne peut être réduite.

60. Le président est responsable de l'administration et de la direction générale des affaires de la Régie.

En cas d'absence ou d'incapacité temporaires du président, le vice-président assure l'intérim.

Les membres de la Régie exercent leur fonctions à plein temps.

61. Les membres de la Régie sont investis des pouvoirs, sauf de celui d'ordonner l'emprisonnement, et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., c. C-37).

Ils ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'un acte officiel accompli de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

62. Un membre de la Régie ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une activité mettant en conflit son intérêt personnel et les devoirs de ses fonctions.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si cet intérêt lui échoit par succession ou par donation, pourvu qu'il y renonce ou s'en départisse avec toute la diligence possible.

63. Le secrétaire et les autres membres du personnel de la Régie sont nommés et rémunérés selon la Loi sur la fonction publique.

64. La Régie a son siège à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de l'établissement ou de tout déplacement du siège est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

La Régie peut tenir des séances à tout endroit au Québec.

65. La Régie fixe par résolution le quorum de ses séances.

Aux fins du classement des films, la Régie peut siéger simultanément en divisions composées d'au moins deux membres. En cas d'égalité des voix sur une question, celle-ci est soumise au président, qui en décide.

66. Tout écrit ou document émanant de la Régie, signé ou attesté par le président, le vice-président ou le secrétaire de la Régie en sa qualité officielle, est authentique et fait preuve de son contenu, sans qu'il soit nécessaire d'en prouver la signature.

67. La Régie transmet au ministre, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

Ce rapport est, dans les trente jours suivant sa réception, déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session; si elle ne l'est pas, il est déposé dans les trente jours à compter de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux, selon le cas.

68. L'exercice financier de la Régie se termine le 31 mars de chaque année.

SECTION II

CLASSEMENT DES FILMS ET APPROBATION DE LA RÉCLAME

69. Une personne désirant qu'un film soit présenté en public doit, au préalable, faire à la Régie une demande de classement conformément à la présente loi et aux règlements de la Régie.

70. Un film soumis en vue de son classement doit l'être dans sa forme intégrale sans autres modifications que celles autorisées expressément et par écrit par la personne habilitée à donner cette autorisation.

Nul ne peut, par la suite, modifier ce film sans cette autorisation; s'il est modifié, il doit être soumis à nouveau à la Régie en vue de son classement.

71. La Régie, dans les quinze jours suivant la date où la demande a été présentée et si elle est d'avis que le contenu du film ne porte pas atteinte à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, le classe dans l'une des trois catégories suivantes de spectateurs auxquels il s'adresse:

- 1° «tous âges»;
- 2° «14 ans et plus»;
- 3° «18 ans et plus».

Lorsque la Régie est d'avis qu'un film est spécialement destiné aux enfants, elle ajoute la mention «pour enfants».

72. Pour tout film qu'elle classe, la Régie appose, sur chaque copie destinée à être présentée en public, un visa attestant du classement du film.

73. Dans le cas d'un film dont la version originale n'est pas en français, la Régie ne peut apposer de visa que sur une seule copie de ce film qui n'est pas sous-titrée ou doublée en français. Toute autre copie doit, pour qu'un visa y soit apposé, être sous-titrée ou doublée en français.

Malgré le premier alinéa, la Régie peut, dans le cadre d'un règlement qu'elle adopte, apposer un visa spécial sur une copie additionnelle d'un film qui n'est pas sous-titrée ou doublée en français. Ce visa indique la catégorie dans laquelle le film a été classé conformément à l'article 71 et, selon le cas, dans quel lieu ou à quelle occasion cette copie peut être présentée en public.

74. Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 70, nul ne peut demander le reclassement d'un film avant l'expiration d'une période de trois ans depuis son classement.

75. Une personne désirant faire de la réclame pour un film, notamment au moyen d'un film-annonce ou d'une affiche, doit la faire approuver au préalable par la Régie.

76. La Régie approuve une réclame si elle est d'avis qu'elle est conforme aux exigences de la catégorie «tous âges».

77. La Régie peut révoquer un visa délivré en vertu de l'article 72 si elle est d'avis que le film n'est pas présenté en public conformément à la présente loi et aux règlements adoptés en vertu de celle-ci.

Le président de la Régie peut aussi demander qu'on lui retourne, en vue de l'examiner, une copie d'un film déjà classé.

SECTION III

PERMIS

§ 1.—*Permis d'exploitation*

78. Le permis d'exploitation autorise son titulaire à exploiter un lieu de présentation de films en public.

79. La Régie délivre un permis d'exploitation à une personne qui lui en fait la demande conformément à la présente loi et aux règlements de la Régie.

80. Un permis d'exploitation est valable pour la période que détermine la Régie, mais cette période ne peut excéder dix ans. Un permis d'exploitation peut être renouvelé.

81. Le droit annuel exigible du titulaire d'un permis d'exploitation est payable à la Régie lors de la délivrance ou du renouvellement du permis et, par la suite, le 30 avril de chaque année.

82. La Régie peut, après avoir donné à la personne intéressée l'occasion d'être entendue, refuser de délivrer ou de renouveler un permis d'exploitation, le suspendre ou le révoquer, si cette personne a commis une infraction à la présente loi ou à un règlement adopté en vertu de celle-ci, ou si elle a omis de payer, à son échéance, le droit annuel exigible.

§ 2.—*Permis de distribution*

83. Le permis de distribution autorise son titulaire à vendre, louer ou échanger, sur une base commerciale, des films au Québec.

84. La Régie délivre un permis de distribution à une personne qui lui en fait la demande, sur paiement du droit prescrit par règlement de la Régie.

85. Le permis de distribution expire le 30 avril de chaque année. Il peut être renouvelé sur paiement du droit prescrit par règlement de la Régie.

86. Dans le cas où un permis de distribution est délivré après le 1^{er} mai, le droit exigible est réduit par la Régie en proportion du nombre de mois écoulés dans l'année.

87. La Régie peut, après avoir donné à la personne intéressée l'occasion d'être entendue, refuser de délivrer ou de renouveler un permis de distribution, le suspendre ou le révoquer, si cette personne a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements adoptés en vertu de celle-ci.

SECTION IV

DÉCISIONS DE LA RÉGIE

88. Les décisions de la Régie doivent être écrites, motivées et communiquées aux parties à l'instance par les moyens qu'elle juge appropriés.

89. Une décision entachée d'erreurs d'écriture ou de calcul, ou de quelque autre erreur de forme, peut être rectifiée sur demande par la Régie.

90. La Régie peut réviser sa décision:

1° dans le cas d'une décision relative à une demande de classement de film ou d'approbation de la réclame relative à un film, à la demande de la personne qui a soumis le film en vue de son classement, ou la réclame en vue de son approbation, pourvu que la demande de révision soit faite à la Régie dans les dix jours suivant la date de la décision de la Régie;

2° dans les autres cas, à la demande d'une personne intéressée, pourvu que la demande de révision soit faite à la Régie dans les trente jours suivant la date de la décision de la Régie.

91. La Régie doit, avant de décider d'une demande de révision, donner à la personne qui demande cette révision l'occasion de se faire entendre.

Une personne intéressée peut aussi intervenir au sujet d'une demande autre que celles visées dans le paragraphe 1° de l'article 90.

92. Il y a appel d'une décision rendue par la Régie en vertu de l'article 90 à la Commission d'appel constituée au chapitre VI.

SECTION V

INSPECTIONS ET SAISIES

93. Toute personne autorisée par la Régie à agir à titre d'inspecteur peut pénétrer en tout lieu où l'on garde des films destinés à être présentés en public ou en tout lieu de présentation de films en public afin d'examiner un film et de s'assurer qu'un visa a été délivré par la Régie à son égard conformément à la présente loi ou afin de s'assurer que les dispositions prévues par un règlement visé dans les paragraphes 3°, 4° ou 6° du premier alinéa de l'article 97 sont respectées.

94. Un inspecteur doit, si on le lui demande, exhiber un certificat attestant sa qualité, signé par le président ou le secrétaire de la Régie.

95. Un inspecteur peut requérir la délivrance d'un mandat de perquisition selon les dispositions de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) et saisir un film pour lequel un visa n'a pas été délivré par la Régie conformément à la présente loi ou qui a été utilisé en violation d'une disposition de la présente loi ou d'un règlement adopté en vertu de celle-ci.

Un juge de paix peut ordonner la restitution du film dès qu'il a servi aux fins pour lesquelles il a été saisi; il peut également ordonner la destruction de copies faites frauduleusement.

SECTION VI

RÈGLEMENTS DE LA RÉGIE

96. La Régie peut, par règlement:

1° prescrire le montant du droit qu'un titulaire de permis d'exploitation doit payer annuellement, lequel peut varier selon les catégories de permis;

2° prescrire le montant du droit qu'un titulaire de permis de distribution doit payer annuellement;

3° prescrire le montant des frais d'examen d'une demande de classement de film ou d'une demande de permis;

4° déterminer la procédure de présentation, d'examen et d'audition de toute demande qui doit lui être soumise en vertu du présent chapitre, y compris les documents et pièces requises;

5° prévoir l'établissement d'un système de registres pour ses décisions et déterminer de quelle façon elles sont publiées.

97. La Régie peut également, par règlement:

1° établir des catégories de permis d'exploitation en tenant compte de la nature des lieux de présentation de films, des types de films habituellement présentés dans un lieu, de la fréquence de leur présentation, du fait que la présentation de films est l'usage principal ou accessoire d'un lieu et du fait que le lieu de présentation fait l'objet ou non d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les permis d'alcool (1979, c. 71);

2° déterminer les droits et les obligations que chacune des catégories de permis confère à son titulaire;

3° établir, après consultation de l'Institut, des normes techniques relatives à la présentation de films en public;

4° établir des normes pour l'aménagement ou le réaménagement d'un lieu de présentation de films en public;

5° établir des normes et des conditions pour la présentation du visa, l'affichage et la présentation du classement d'un film, d'un permis et de toute réclame, y compris les renseignements et avertissements qui doivent y apparaître;

6° déterminer le nombre de personnes chargées d'assurer la surveillance d'un lieu où un film est présenté en public et définir les devoirs rattachés à cette fonction;

7° déterminer dans quel genre de lieu ou d'occasion une copie de film, pour laquelle un visa spécial a été délivré en vertu du deuxième alinéa de l'article 73, peut être présentée en public.

Aux fins du paragraphe 1° du premier alinéa, les permis d'exploitation de ciné-parcs constituent une catégorie de permis d'exploitation.

98. Un règlement adopté par la Régie doit être soumis à l'approbation du gouvernement, qui peut alors le modifier.

99. La Régie doit, avant de soumettre à l'approbation du gouvernement un règlement adopté en vertu de l'article 96, le publier à la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration d'une période d'au moins trente jours suivant cette publication, il sera soumis au gouvernement en vue de son approbation.

100. La Régie doit, avant de soumettre à l'approbation du gouvernement un règlement adopté en vertu de l'article 97, le publier à la *Gazette officielle du Québec*, accompagné d'un avis.

Cet avis indique qu'à l'expiration d'une période de trente jours suivant sa publication, des audiences publiques seront tenues au sujet du règlement si la Régie a reçu au cours de cette période une demande écrite et motivée en ce sens. Il indique de plus que, par la suite, le règlement sera soumis, avec ou sans modification, à l'approbation du gouvernement.

101. Un règlement adopté par la Régie et approuvé par le gouvernement entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure que le règlement indique.

CHAPITRE VI

LA COMMISSION D'APPEL

102. Une Commission d'appel est instituée pour entendre les appels visés dans l'article 92.

103. La Commission est formée de dix membres nommés pour au plus trois ans par le gouvernement, sur la recommandation du ministre après consultation de l'Institut.

104. La Commission siège à trois membres. À chaque séance, ceux-ci désignent parmi eux un président.

105. À l'expiration de leur mandat, les membres demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés ou nommés à nouveau.

106. Le gouvernement détermine la rémunération et les autres conditions de travail des membres de la Commission selon qu'ils exercent leurs fonctions à plein temps ou à temps partiel.

107. La procédure d'appel est établie par règlement du gouvernement.

Les articles 88 et 91 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la Commission.

108. L'appel d'une décision de la Régie doit être présenté à la Commission par les mêmes personnes et dans les mêmes délais qu'à l'article 90.

109. Les décisions de la Commission sont sans appel.

CHAPITRE VII

RÈGLEMENTS DU GOUVERNEMENT

110. Le gouvernement peut, par règlement:

1° désigner les organismes publics visés dans les articles 4 et 5;

2° imposer aux titulaires de permis d'exploitation l'obligation prévue par l'article 6, en fixer les conditions et les modalités et prévoir les modalités de compensation visées dans cet article;

3° exiger la transmission des renseignements prévus par l'article 8 et en fixer les conditions et les modalités;

4° fixer le délai, les normes et les modalités du dépôt prévu par l'article 10;

5° déterminer dans quels cas l'Institut peut se prévaloir des moyens prévus par les paragraphes 3° et 7° de l'article 17;

6° établir la procédure d'appel des décisions de la Régie prévue par l'article 107.

111. Un projet de règlement élaboré en vertu des paragraphes 2°, 3°, 4° ou 5° de l'article 110 est publié par le ministre à la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration d'une période d'au moins trente jours suivant cette publication, il sera soumis au gouvernement en vue de son adoption.

112. Un projet de règlement publié par le ministre à la *Gazette officielle du Québec* peut être modifié lors de son adoption par le gouvernement.

113. Un règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure que le règlement indique.

CHAPITRE VIII

INFRACTIONS ET PEINES

114. Nul ne peut contrevenir à un ordre du ministre donné en vertu de l'article 7.

115. Nul ne peut modifier un film sans l'autorisation expresse et écrite de la personne habilitée à donner cette autorisation.

116. Nul ne peut présenter un film en public si ce film n'a pas été classé et si un visa n'a pas été apposé sur la copie de ce film conformément à la présente loi.

117. Nul ne peut présenter un film-annonce en public s'il n'a été approuvé par de la Régie.

118. Toute réclame entourant la présentation d'un film en public est interdite à moins d'avoir été approuvée par de la Régie.

119. Nul ne peut admettre à la présentation d'un film en public:

1° une personne âgée de moins de dix-huit ans s'il s'agit d'un film classé dans la catégorie «18 ans et plus»;

2° une personne âgée de moins de quatorze ans s'il s'agit d'un film classé dans la catégorie «14 ans et plus».

120. Nul ne peut présenter dans un ciné-parc un film classé dans la catégorie «18 ans et plus».

121. Le détenteur d'un permis d'exploitation doit afficher, bien en vue à l'entrée de tout lieu où il présente un film en public, la catégorie dans laquelle la Régie a classé ce film en vertu de l'article 71.

Lorsque des films classés dans des catégories différentes sont présentés au cours d'une même séance, seule la catégorie la plus restrictive est affichée.

122. Nul ne peut:

1° obtenir un permis sous un nom qui n'est pas le sien, ou un permis dans lequel son nom n'apparaît pas comme étant le nom de la personne à laquelle ce permis a été délivré;

2° s'il est titulaire d'un permis, le prêter ou le louer à une autre personne ou en faire le trafic; ou

3° utiliser un permis délivré en faveur d'une autre personne.

123. Nul ne peut exploiter un lieu de présentation de films en public s'il n'est titulaire d'un permis d'exploitation.

124. Nul ne peut, sur une base commerciale, vendre, louer ou échanger des films au Québec s'il n'est titulaire d'un permis de distribution.

125. Il est interdit d'entraver l'action d'un inspecteur de la Régie dans l'exercice de ses fonctions, de le tromper par réticence ou fausse déclaration, de refuser de lui fournir un renseignement, un document ou un film qu'il a le droit d'exiger ou d'examiner en vertu de la présente loi, de cacher ou de détruire un document ou un film se rapportant à une enquête.

126. Quiconque enfreint une disposition des articles 114 à 125 ou d'un règlement adopté en vertu de la présente loi commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus mille dollars dans le cas d'un individu et d'au moins cinq cents dollars et d'au plus deux mille dollars dans le cas d'une corporation ou d'une société et, en cas de récidive, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq mille dollars dans le cas d'un individu et d'au moins mille dollars et d'au plus dix mille dollars dans le cas d'une corporation ou d'une société.

127. Lorsqu'une personne construit, aménage ou réaménage un lieu de présentation de films en public en violation d'une norme établie par règlement de la Régie, la Cour supérieure peut, à la demande du ministre, ordonner la démolition de l'ouvrage.

128. Une poursuite est intentée en vertu de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) par le Procureur général ou par une personne à qui il donne une autorisation générale ou spéciale à cet effet.

129. Dans une poursuite intentée pour une infraction à l'article 119, l'accusé n'encourt aucune peine s'il prouve qu'il a agi avec diligence raisonnable pour constater l'âge de la personne avant de l'admettre dans le lieu de présentation du film et qu'il avait un motif raisonnable de croire que cette personne avait l'âge requis pour y être admise.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

130. Le ministre des Affaires culturelles est responsable de l'application de la présente loi.

131. L'article 3 de la Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., c. M-20) est modifié par la suppression des paragraphes *c* et *d*.

132. Les articles 17 et 18 de cette loi sont abrogés.

133. Le paragraphe 1° de l'article 23 de la Loi sur les licences (L.R.Q., c. L-3) est modifié par la suppression des mots «salle de cinéma».

134. Le paragraphe 2° de l'article 23 de cette loi est abrogé.

135. L'article 30 de cette loi est abrogé.

136. La présente loi remplace la Loi sur le cinéma (S.R.Q., 1964, c. 55) et la Loi sur le cinéma (L.R.Q., c. C-18).

137. Les règlements adoptés en vertu de la Loi sur le cinéma (S.R.Q., 1964, c. 55) et de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., c. C-18) demeurent en vigueur, dans la mesure où ils ne sont pas inconciliables avec la présente loi, jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou remplacés conformément à la présente loi.

138. La Régie du cinéma succède au Bureau de surveillance du cinéma à toutes fins que de droit.

La Régie est autorisée à employer tout document ou moyen d'identification déjà préparé au nom du Bureau de surveillance du cinéma, jusqu'à ce qu'elle soit en mesure de les remplacer par des documents ou moyens d'identification préparés au nom de la Régie du cinéma.

139. Les membres du Bureau de surveillance du cinéma nommés en vertu de la Loi sur le cinéma (S.R.Q., 1964, c. 55) deviennent membres de la Régie du cinéma le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, pour la durée que détermine le gouvernement.

Malgré la Loi sur la fonction publique (1978, c. 15), le gouvernement peut attribuer un classement approprié aux membres de la Régie qui ont le statut de fonctionnaire et dont le mandat visé dans le premier alinéa n'est pas renouvelé.

140. Les membres du personnel du Bureau de surveillance du cinéma, qui sont en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, deviennent membres du personnel de la Régie du cinéma.

141. Dans toute loi ou proclamation, tout arrêté en conseil, décret, contrat ou document, les expressions «Bureau de censure du cinéma» ou «Bureau de surveillance du cinéma» désignent la Régie du cinéma.

142. Un film classé par le Bureau de surveillance du cinéma avant l'entrée en vigueur de la présente loi est réputé avoir été classé en vertu de la présente loi, dans la catégorie correspondante prévue par l'article 71 de la présente loi.

Une réclame approuvée par le Bureau de surveillance du cinéma avant l'entrée en vigueur de la présente loi est réputée avoir été approuvée en vertu de la présente loi.

143. Un titulaire de permis d'aménagement, de modification ou d'exploitation de ciné-parc délivré en vertu de la Loi sur le cinéma (S.R.Q., 1964, c. 55) est réputé être titulaire d'un permis d'exploitation délivré en vertu de la présente loi, pour une année à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

144. Un titulaire d'une licence délivrée en vertu de l'article 27 ou de l'article 30 de la Loi sur les licences (L.R.Q., c. L-3) et destinée à permettre l'exploitation d'une salle de cinéma ou d'un commerce d'échange de films est réputé être titulaire, selon le cas, d'un permis d'exploitation ou de distribution délivré en vertu de la présente loi et valide jusqu'à la date d'expiration de sa licence.

145. Les membres de l'Institut nommés en vertu de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., c. C-18) continuent d'exercer leur fonction pour la durée non écoulée de leur mandat ou jusqu'à leur démission. Par la suite, ils sont nommés ou remplacés conformément à la présente loi.

Un mandat commencé en vertu de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., c. C-18) constitue un mandat aux fins de l'article 27 de la présente loi.

[[**146.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi pour l'exercice financier 1980-1981 sont prises sur le fonds consolidé du revenu et, pour les années subséquentes, sur les crédits alloués annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale.]]

147. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.